



Journal de la Société des Océanistes

130-131 | 2010
Hommage à Bernard Juillerat

Conversations calédoniennes. Rencontre avec Jacques Lafleur de Wallès Kotra

Isabelle Leblic



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6160>
ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010
Pagination : 244-248
ISBN : 978-2-85430-027-7
ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « *Conversations calédoniennes. Rencontre avec Jacques Lafleur de Wallès Kotra* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 130-131 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6160>

bibliographie – est des plus regrettables ! Et comme on fait fi de toute chronologie, on passe allègrement, et sans voir de lien logique, de l'assassinat de Jean-Marie et de Yeïwéné à « Tjibaou président du FI, puis du gouvernement provisoire de la république de Kanaky, et du FLNKS [...] » (p. 45).

Enfin, Hamid Mokaddem semble penser que Tjibaou est ce qu'il est parce qu'il avait reçu une formation anthropologique !

« Tjibaou ethnologue cite toujours comme référence les échanges entre deux groupes : les maternels et les paternels. » (p. 94)

Or, je n'ai encore jamais rencontré de Kanak qui ne se situe pas ainsi car cette dualité fait partie de l'identité même des Kanak. Et il s'agit plutôt là du Tjibaou pédagogue kanak qui s'adresse aux non-Kanak pour essayer de leur faire comprendre ce qu'est la société kanak. De même, quand il dit que :

« Tjibaou pratique une anthropologie en acte parce qu'il met en mouvement les systèmes relationnels kanak » (p. 90)

je ne pense pas qu'un Kanak doive être ethnologue pour agir ainsi ! Est-ce sa formation philosophique ou une certaine connaissance de la société kanak qui fait que l'auteur n'arrive pas à voir ce qui en fait intrinsèquement partie ?

Pour conclure, on dira que cet ouvrage constitue une approche rapide du mouvement indépendantiste et nationaliste et du Kanak et homme politique que fut Jean-Marie Tjibaou. À ce titre, il comporte beaucoup de raccourcis et ne satisfera pas ceux qui sont au fait de cette histoire. Mais il constitue une bonne introduction pour les novices, en espérant qu'il les incitera à d'autres lectures pour aller plus avant dans la découverte de l'histoire du mouvement indépendantiste.

RÉFÉRENCES CITÉES

- ATABA Apollinaire, 1965. Histoire et psychologie du Mélanésien, Mémoire de la Faculté catholique de Paris.
- , 1969. I. L'insurrection des Néo-Calédoniens en 1878 et la personnalité du grand chef Atai ; II. Pour une économie humaine, *Journal de la Société des Océanistes* 25, pp. 201-219 & pp. 220-237, dans le dossier (pp. 189-237) sur « Le Père Apollinaire, prêtre calédonien » présenté par Patrick O'Reilly, comportant deux extraits de son mémoire de 1965.
- , 1984. *D'Atai à l'indépendance*, Nouméa, EDIPOP (1^{ère} publication de son mémoire de 1965, édition réalisée par Marc Coulon, Ismet Kurtovitch et François Burck).
8. Sauf indications précises comme ici, toutes les citations sont de Jacques Lafleur.
9. Dommage que cet ouvrage ne respecte pas l'écriture désormais classique du terme kanak (invariable en genre et en nombre), avec une majuscule quand il s'agit du nom (cf. accord de Nouméa) !
10. « En ce sens, Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou sont les pères fondateurs de la Calédonie moderne. Il faut l'assumer et le revendiquer. [...] Il est important pour la Nouvelle-Calédonie que Jacques Lafleur soit à sa place ; à l'image de Jean-Marie Tjibaou » (Kotra, pp. 128-129). Et que ce soit justement un Kanak indépendantiste qui y contribue n'est pas sans ironie.
- GUIART René, 2001, Nouméa, Le Rocher-à-la-Voile, coll. « Documents pour servir à l'intelligence du temps présent » 5, 368 p. (voir le compte rendu par I. Leblic in JSO 116 (2003-1), pp. 118-119.
- MOKADDEM Hamid, 2005. *Ce souffle venu des ancêtres... : l'œuvre politique de Jean-Marie Tjibaou (1936-1989)*, Nouméa, Expressions-Province Nord.
- MOKADDEM Hamid et Bernard Gasser (eds), 2005. *Calédoniens d'hier, Calédoniens d'aujourd'hui, Calédoniens de demain* (édition de Ataba 1965), Moin-dou, Expressions.
- WITTERSHEIM Éric, 2006, *Des sociétés dans l'État : anthropologie et situations postcoloniales en Mélanésie*, Montreuil, Éditions Aux lieux d'être, 198 p.
- Isabelle LEBLIC,
CNRS-LACITO, Villejuif
- KOTRA Walles, 2009. *Conversations calédoniennes. Rencontre avec Jacques Lafleur*, Pirae, Au vent des îles, 126 p.

Ce petit ouvrage, qui s'inscrit profondément dans l'histoire du pays, est la rencontre, vingt après les accords de Matignon, de deux Calédoniens, l'un Kanak et indépendantiste, journaliste en poste à Paris depuis de nombreuses années, l'autre, Caldoche et politicien, farouche anti-indépendantiste durant les « événements » (« La colonisation nous sépare et nous oppose. Comment la décolonisation peut-elle nous projeter dans un destin commun ? La question est essentielle » (Walles Kotra⁸, p. 6) –, et partenaire de Jean-Marie Tjibaou pour la signature des accords de Matignon avec la célèbre poignée de main du 27 juin 1988. Comme le dit Walles Kotra en post-scriptum :

« J'ai l'impression de reprendre à l'envers un sentier coutumier. Dans la tradition kanake⁹, ce sentier est un cheminement rituel qui vous prépare, vous imbibe et vous conduit à la cérémonie coutumière. Avec ses conversations, nous rebroussons chemin et revenons sur les pas de Jacques Lafleur. Nous ré-interrogeons sa mémoire, revisitons ses lieux de passage. Nous essayons de remettre en perspective hommes et événements pour réentendre les paroles et les mots et essayer de comprendre le geste. Ce geste symbolique, cette coutume, c'est cette poignée de main avec Jean-Marie Tjibaou¹⁰ un soir de juin 1988 à l'hôtel Matignon à Paris. » (p. 121)

Walles Kotra nous raconte, en introduction, les conditions de cette rencontre en juin 2008 qui débouchera sur ce livre rapportant ses conversations, échanges de paroles et de silences entre deux hommes différents à bien des égards. Jacques Lafleur, ancien chef de fil du RPCR et de la droite locale, vient de subir un échec

électoral aux législatives de 2007¹¹. En effet, ce livre ne le précise pas bien, mais après avoir été député de Nouvelle-Calédonie durant près de trente ans (1978-2007) et président de la province Sud de 1989 à 2004, il n'est pas réélu et se retrouve donc pour la première fois sans mandat électif¹². Il est déçu et il en veut aux Calédoniens :

« En fait, j'étais un peu préparé parce que j'avais fait faire un sondage. Mais j'ai été étonné que quelqu'un [Gaël Yanno] que j'avais fabriqué soit élu. J'ai été étonné que le maire de Nouméa [Jean Lèques¹³], que j'avais mis en place avec Roger Laroque [ancien maire de Nouméa], ne me soutienne pas. J'ai été étonné qu'une structure que j'avais créée, une radio [RRB, Radio rythme bleu], me quitte. Mais, quand j'ai eu ces résultats avec ce que l'on dit par ailleurs de mon action qui est plutôt bien vue je crois, oui j'ai été amer. Et je le suis toujours. C'est pour cela que je suis parti de Nouméa si longtemps [deux ans]. » (p. 24)

Ce qui ne l'empêche pas de dire plus loin :

« Aujourd'hui, ce que je n'ai pas compris, c'est qu'il y ait si peu de gens qui votent pour moi aux législatives. » (p. 84)

À Paris où il aime à venir, il rencontre alors à plusieurs reprises Walles Kotra et, au fil des discussions entre deux Calédoniens loin de chez eux, il revient sur son passé. Ces conversations parisiennes, qui n'auraient pas pu se tenir à Nouméa, se sont au final transformées en livre, construit autour de neuf chapitres thématiques (« Saint-Germain-des-Prés », pp. 13-26 ; « L'univers de la mine », pp. 27-36 ; « Le royaume de Ouaco », pp. 37-42 ; « Le stade Georges Brunelet¹⁴ », pp. 43-64 ; « Les événements », pp. 65-74 ; « Au fond du jardin de Matignon », pp. 75-86 ; « La Province Sud », pp. 87-96 ; « Le Pacifique », pp. 97-100 ; « Tourner la page de la colonisation », pp. 101-120) qui retracent l'itinéraire personnel et politique de Jacques Lafleur, encadrés par une introduction et un post-scriptum de Walles Kotra.

On apprend ainsi au fil de la lecture que Jacques Lafleur a passé son « adolescence d'enfant riche » (p. 15) à Saint-Germain-des-Prés où ses « dieux étaient Sidney Bechet et Claude Luther » (p. 14) et qu'il fut influencé dans sa jeunesse parisienne par

Jean-Paul Sartre et Albert Camus et « attiré par l'existentialisme » (p. 14) :

« Je me reconnaissais à cette époque-là dans les théories de Jean-Paul Sartre, ce qui ne fut plus le cas par la suite. J'ai également aimé et j'aime toujours Albert Camus. [...] Il a beaucoup influencé à la fois ma réflexion et ma philosophie de l'action politique. » (p. 14)

Lafleur se présente même comme « anarchisant et rebelle » (p. 15) à cette époque ! Chose qu'on a du mal à se représenter lorsqu'on ne connaît de lui que sa carrière politique calédonienne fortement teintée par son attitude très anti-indépendantiste et anti-kanak durant les événements, même s'il parle pour sa jeunesse de sa « double personnalité, celle de la Nouvelle-Calédonie et celle de Paris » qui « ne se ressemblaient pas » et, quand il rentrait au pays, il oubliait « un peu » qu'il « professai[t] des idées progressistes à Saint-Germain-des-Prés » (p. 15).

« Pour le grand public, il est l'archétype même du colon. Grand propriétaire foncier, homme d'affaires très riche ayant fait fortune dans l'exploitation du nickel, chef de file de la droite calédonienne, il semble cumuler toutes les caricatures de la colonisation. Il en était devenu le symbole calédonien. Son combat vigoureux contre l'indépendance kanake et ses prises de position fermes pendant les événements qui ont secoué la Nouvelle-Calédonie, ont parachevé l'image d'un homme politique peu modéré. » (Walles Kotra, p. 7)

On apprend ainsi, qu'au départ de sa vie d'homme politique, c'est Georges Chatenay qui l'éclaira « le plus sur le monde mélanésien » et, nous dit-il, « ensuite il y eut des gens que je considérais comme ma famille : Auguste Reybas, Nêa Gallet, Wetta Doui Mataio, le père de Marie-Claude Tjibaou » (p. 20). Il insiste également sur son côté protestant (Walles qui l'interviewe l'est aussi) qui lui vient de son grand-père maternel qui, avec « le sectarisme de protestants », lui a « également transmis les principes sacrés de la conduite qu'on doit avoir » et l'a « converti au gaullisme » (p. 21). Bien qu'il n'ait pas d'engagement religieux, il se reconnaît dans la culture protestante, mise de côté par la majorité catholique, culture qu'il partage aussi avec d'autres hommes politiques tels que Joxe et Rocard... D'ailleurs, comme l'a souligné Walles Kotra,

11. Il faut préciser qu'il s'agit ici des élections législatives de 2007 où, en dissidence, il perd son siège de député de la première circonscription au premier tour (avec 11,74 % des suffrages) au profit du candidat officiel de l'UMP, Gaël Yanno, son ancien suppléant. Et c'est là peut-être un des défauts de cet ouvrage, de ne s'adresser, par manque de précision et d'explication et en raison de beaucoup de sous-entendus, qu'à des connaisseurs du pays. Les précisions entre crochets dans les citations qui suivent sont de moi pour que ceux qui ne sont pas très au fait de l'histoire récente de la Nouvelle-Calédonie puissent s'y retrouver.

12. Si l'on récapitule les mandats de cet homme politique calédonien, il commença sa carrière politique en 1972 en tant que membre de l'assemblée territoriale ; il le fut à nouveau en 1977 et du 28 novembre 1984 au 29 septembre 1985. Il fut membre du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de 1972 à 1977. Il fut élu député pour la première fois le 3 avril 1978 et le restera jusqu'au 18 juin 2007. Du 7 mars 1983 au 3 juin 1997, il fut également conseiller municipal de Nouméa. Enfin, il fut successivement président du conseil de la région Sud et membre du comité exécutif et du congrès du territoire du 24 avril 1988 au 11 juin 1989, puis président de la province Sud et membre du conseil consultatif du haut-commissaire et membre du congrès du territoire du 16 juin 1989 au 9 mai 1999, et finalement président de l'Assemblée de la Province Sud et membre du Congrès du 14 mai 1999 au 9 mai 2004. Aux avant-dernières élections provinciales, il fut élu dans la province Sud et fut donc membre du congrès du 10 mai 2009 au 7 avril 2010.

13. Il a été réélu à la veille des élections de 2008, sa liste ayant remporté 53,39 % des voix au premier tour, ce qui lui a donné 39 sièges de conseillers municipaux sur 49.

14. Au vélodrome Georges Brunelet, en 1975, une première réunion rassembla sept mille personnes, à l'initiative de Jacques Lafleur qui avait fait venir pour l'occasion un chapiteau d'Australie pour mettre fin à l'émiettement des partis politiques de droite – dix-neuf pour trente élus à l'assemblée territoriale – qui fut « la naissance d'une action qui se transformerait ensuite en Rassemblement », sous-entendu le RPC le 17 avril 1977 (pp. 44-45).

l'aventure des accords de Matignon est aussi celle d'une culture protestante¹⁵ et maçonnique, nous disait-il lors de la présentation orale de ce livre à la Maison de Nouvelle-Calédonie (MNC) à Paris (22 octobre 2009) de sorte que, « sans qu'il en parle réellement, on en sent au fil des pages des allusions » ! Et, poursuit-il, « il se décrit tel qu'il est, très frappé par la mort qui le hante toute sa vie » (MNC, 22/10/2009), « depuis la disparition tragique de [s]a mère » (p. 23).

L'homme que nous présente Walles Kotra, au travers des réponses aux questions qu'il lui a posées, est bien loin de celui qu'on s'est toujours représenté et on ne peut éviter de se demander si cette image n'a pas été reconstruite par lui-même depuis les accords de Matignon. Kotra nous dit que « Jacques Lafleur, malgré son milieu un peu fermé des Caldoches, a toujours eu l'impression que l'avenir était à bâtir entre Noirs et Blancs » (MNC, 22/10/2009). Il confiait à Kotra dans leurs conversations :

« Je ressentais que toute une partie de la société calédonienne était séparée de l'autre et que mon rôle, c'était d'essayer de faire bouger les choses. Et de ces populations, faire une population calédonienne¹⁶. » (p. 13)

« Qu'on ne pouvait pas ne pas un jour vivre ensemble. Et vivre ensemble, cela voulait dire partager. Cela m'est toujours resté parce qu'on me crédite d'une formule que j'ai dite pendant la signature des accords de Matignon : "Il faut savoir donner, il faut savoir pardonner." Eh bien cela c'est quelque chose qui avait été évoqué quand j'étais jeune [...] que j'avais à peine une vingtaine d'années. » (p. 52)

Que ne l'a-t-il appliqué plus tôt, dans les années 1970-1980 avant que les camps indépendantistes et loyalistes¹⁷ ne deviennent si tranchés ? Quand on a vécu la période des événements de 1984-1985, on ne peut que paraître très surpris devant une telle affirmation, tant les propos de l'époque contre les Kanak indépendantistes étaient des plus tranchés ! D'ailleurs, il mentionne aussi, en réponse à une question de Walles Kotra sur la création du RPCR en réponse à la dynamique du Front indépendantiste :

« [...] j'ai toujours été conscient que, s'il y avait deux directions opposées, cela risquait de tourner mal. » (p. 46)

et plus loin :

« Pendant les événements, ma grande responsabilité était d'éviter à tout prix ces morts. » (p. 102)

Pour les non-spécialistes de cette période, il est bon de mettre en parallèle les propos de ces conversations calédoniennes avec certains propos de cette époque troublée. Ainsi, le 27 décembre 1984, Jacques Lafleur déclarait que la Nouvelle-Calédonie était en état de « légitime défense » et il demanda au gouvernement français de faire dissoudre et interdire le FLNKS. Au congrès du RPCR d'avril 1987, il déclare :

« Nous aussi, nous avons des troupes qui piaffent, nous aussi, nous avons une base qui s'impatiente. La violence, si elle se poursuit, appellera certainement la violence en retour. » (*Libération*, 29 avril 1985, in Gabriel et Kermel, 1988 : 44)

Dans une brochure intitulée *Notre résistance, 1981-1986 : le combat pour la Nouvelle-Calédonie et pour la France dans le Pacifique*, éditée à Nouméa par l'association des comités de soutien à Jacques Lafleur (non datée), il appelait ses troupes à la résistance active en demandant aux membres du RPCR (p. 61) :

« [de] ne plus jamais laisser se dérouler tranquillement une manifestation du FLNKS à Nouméa. » (in Gabriel et Kermel, 1988 : 44)

Ainsi :

« Le 8 mai 1985, la ville blanche, soudain, se déchaîna dans une chasse effrénée aux Noirs. L'épisode se déroule à la fin d'une manifestation kanake à laquelle le RPCR avait décidé de s'opposer. Jacques Lafleur en personne appela à la mobilisation de la population contre les Kanaks sur les ondes de la radio. Et la population accourue se jeta sauvagement sur le rassemblement kanak, sans que la police intervienne. » (Besset, 1988 : 87-88)

Bilan, un mort, Célestin Zongo, tué par un tir venant des contre-manifestants, sous les yeux de la police qui n'intervint pas et n'arrêta jamais le coupable ! Enfin, c'est lui également qui, début 1986, en résumant le projet du RPCR dans *Les Nouvelles calédoniennes* (17/02/1986), proposait « de relancer l'immigration européenne » et demandait aux Mélanésiens de « s'intégrer dans une société à laquelle personne ne peut échapper » (Gabriel et Kermel, 1988 : 45). On est bien loin de ce qui nous est dit aujourd'hui dans ces *Conversations calédoniennes* !

Comme nous l'expliquait Walles Kotra lors de la présentation de son livre à la MNC (22/10/2009) :

15. « Je vais choquer les autres religions, mais il [Rocard] était protestant, comme Pierre Joxe et moi-même. Cela nous liait tous les trois » (p. 77).

16. Un écho aux propos de Jean-Marie Tjibaou ? « "Apprendre à vivre ensemble en travaillant ensemble" comme le voulait Jean-Marie Tjibaou » au moment du plan Pisani et de son pari sur l'intelligence (Besset, 1988 : 110).

17. Les non-indépendantistes s'appelaient eux-mêmes ainsi, en raison de leur opposition à toute idée d'indépendance, voire même d'autonomie, et de leur « loyauté » envers la mère patrie, la France, même si, foncièrement, pour beaucoup, ils n'avaient que très peu d'attachement réel à la métropole et souvent faisaient preuve de racisme envers les métropolitains tout comme envers les Kanak... Comme le signale Jean-Paul Besset (1988 : 38), « les Caldoches tiennent à la France comme à une assurance-vie. Ni plus, ni moins ». Lafleur lui-même dit : « la population dans sa grande majorité est un peu agacée par la tutelle trop pesante de la France [...] En effet, je choque peut-être certaines personnes par cette affirmation, pourtant chacun sait que je ne suis pas indépendantiste et que je ne le serai jamais » (p. 104).

« Il y a des moments où il a dû gérer l'affrontement... Lafleur fait élire pour son parti un député et un sénateur kanaks et nomme Dick Ukeiwé¹⁸ comme président du gouvernement ! »

S'il est vrai qu'il est le premier responsable politique caldoche de droite à avoir placé des Kanak à ces hautes responsabilités, cela peut aussi s'interpréter comme la démonstration que, face au FLNKS, tous les Kanak ne sont pas indépendantistes ! C'est d'ailleurs souvent comme « Kanak de service » qu'ils avaient été perçus par les indépendantistes.

« Je me souviens avoir écrit, et je le pense toujours, que quand on tue on prend le risque d'être tué. C'est le far west. Des gens ont tué et ont été tués. Cela se faisait un peu n'importe comment. Ou ça se faisait par des esprits qui venaient d'ailleurs et qui nous manipulaient beaucoup. » (p. 73).

C'est à l'occasion des accords de Matignon que Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur se découvrent vraiment¹⁹ ; avant ils ne se connaissent pas finalement, ils s'étaient juste croisés dans des réunions politiques. Comme le rappelle Walles Kotra, « C'est le propre des îles. On est à côté mais on ne se connaît pas ! » Mais c'est aussi et surtout le propre des sociétés coloniales ! À propos de ces accords, Jacques Lafleur précise :

« D'abord, je crois que nous avons fait ce que nous avions à faire. Je ne me considère pas comme un homme politique mais comme un Calédonien qui refuse d'être une victime de l'Histoire²⁰, mais qui participe à l'apaisement de son pays. » (p. 80)

À propos de la provincialisation issue des accords de Matignon et la province Sud à la tête de laquelle il est resté quinze ans (p. 91), Jacques Lafleur précise que :

« Pour la première fois, avec la provincialisation, les Calédoniens se trouvaient à la tête de responsabilités qu'ils n'avaient jamais eues. C'étaient des compétences énormes. Cela va vous surprendre, mais ne n'étais pas inquiet pour le Nord et les Îles. Je l'étais pour la province Sud. Au Nord, je pensais que ce serait ou Tjibaou ou Néaoutyine, mais probablement Tjibaou qui avait une expérience. Aux îles, ce ne pouvait être que Yeiwene, et aux Loyautés, il n'y a pas d'interférences autres que mélanésienne. Yeiwene savait gérer cela. En revanche, au Sud qui regroupe 65 à 70 % de la population, il fallait diriger cela avec une poigne de fer. C'était un peu présomptueux, mais je ne voyais personne d'autre que moi pour imposer cela. Et aussi parce que j'avais la légitimité d'avoir mis fin à la guerre civile. » (pp. 88-89)

18. « Dans mon discours, il y avait le partage, mais c'est moi qui ai fait élire un sénateur et un député mélanésien. Avant, il n'y en avait jamais eu », dit-il même page 88 dans le chapitre sur la province Sud, oubliant que le premier député kanak était le regretté Rock Pidjot qui passa plus de vingt-deux ans à cette charge (de 1964 à 1986, date du premier boycott des législatives par les indépendantistes). Il ajoute plus loin : « [...] ce qui est plus important encore pour moi dans l'aventure provinciale, c'est l'éducation au partage. Savoir partager et accepter de partager. » (p. 91).

19. Ce qui fait dire à Jacques Lafleur : « À certains égards, j'étais aussi intransigeant que Jean-Marie Tjibaou » (p. 75). Vu de l'extérieur, connaissant bien Jean-Marie mais pas du tout Lafleur, la vision qui nous en a été donnée par les médias de l'époque m'incite à penser qu'il l'était beaucoup plus que Tjibaou qui, au contraire, en bien des circonstances, a su faire preuve d'une grande magnanimité (par exemple, la consigne de la levée des barrages début décembre 1984 suite à l'embuscade de Tiendanite qui fit dix morts dont deux de ses frères).

20. Référence à la déclaration finale de la table ronde de Nainville-les-Roches du 8 au 12 juillet 1983 qui reconnaît par ailleurs aux Kanak un « droit inné et actif à l'indépendance » et que Jacques Lafleur et le RPCR n'ont pas voulu signer. Lafleur précise par ailleurs : « Je refuse d'être une victime de l'histoire. Je suis un citoyen de Nouvelle-Calédonie. Mes ancêtres sont arrivés là comme ceux qui sont partis et arrivés au Canada, et aujourd'hui, on dit qu'ils sont citoyens canadiens et pas des victimes de l'histoire. » (p. 66).

Kotra insiste aussi sur le fait que Lafleur a comme Jean-Marie Tjibaou « la notion de la parole donnée » et qu'il « a essayé de la respecter jusqu'au bout » (MNC, 22/10/2009). Selon cet ouvrage, après la signature des accords de Matignon et pendant l'année d'administration directe, Jean-Marie Tjibaou aurait dit à Lafleur qu'il fallait que les Kanak aient accès à la mine et au sous-sol, d'où la session de la SMSP... et le changement de positionnement de Lafleur. Et du RPCR.

« [C'est] pendant l'année d'administration directe [que la décision de céder la SMSP a été prise]. On se voyait plusieurs fois par jour, Jean-Marie Tjibaou et moi. On était logés comme conseillers de gouvernement dans le même immeuble. [...] On a eu des discussions extrêmement longues sur l'intégration économique. [...] Mes enfants partageaient l'idée que l'on devait faire tout ce que l'on pouvait, chacun avec nos moyens, pour que les Kanaks deviennent des citoyens à part entière. Ça n'a pas été un choix facile. S'amputer de ce qu'on avait de plus important, ce n'était pas facile. » (pp. 94-96)

Mais on peut se demander si on le doit réellement à Jacques Lafleur ou s'il ne donne pas le beau rôle, étant le seul survivant. Il indique d'ailleurs que tout le monde [a] pratiqué comme une religion les résultats des accords de Matignon » (p. 74), ce qui d'ailleurs a continué par la suite avec l'accord de Nouméa :

« La poignée de main est un acte fondateur. JMT et JL sont depuis des fondateurs. Ils ont inventé quelque chose. En France, il y a toujours la pesanteur de la guerre d'Algérie pour la décolonisation. Cette histoire-là est restée (la valise ou le cercueil). Un concept nouveau se met en place. La Nouvelle-Calédonie essaie de construire quelque chose localement hors la France ! » (Kotra, MNC, 22/10/2009)

Pour finir, Walles Kotra et Jacques Lafleur reviennent sur la fin de la période couverte par l'accord de Nouméa. Lafleur pense que la Nouvelle-Calédonie et l'État devraient signer un nouvel accord, un pacte de 50 ans, pendant lequel « les gens s'engageront à fonctionner d'une façon parfaitement consensuelle, ce qui n'exclut pas qu'il puisse y avoir des désaccords ponctuels » (p. 104) pour mieux préparer l'élite de Nouvelle-Calédonie :

« Ainsi, les idées pourront progresser afin que dans cinquante ans la Nouvelle-Calédonie ait acquis une totale émanicipation dans la République française. » (p. 108)

Cela permettra d'éviter aussi une nouvelle « propagande électorale démagogique aux idéaux diamé-

tralement opposés » (p. 101) pour un référendum qui « aura un résultat certain et irrémédiable : la division et le retour en arrière » (p. 104) car « les bases sont encore vulnérables, alors un petit tremblement peut provoquer de gros dégâts » (p. 108) :

« Personnellement, je n'ai pas changé d'avis. Je suis convaincu que nous valons mieux, tous ensemble, qu'un référendum. » (p. 101)

Alain Christnacht, quant à lui, trouve la référence à 2018 prématurée : « chaque chose en son temps ! On est dans l'application de l'accord de Nouméa » et nombreux sont ceux qui, comme cet artisan de l'accord, pensent qu'il « n'est pas tout à fait appliqué ! » alors que ce qui est important, c'est justement « la façon dont on l'applique ! » (MNC, 22/10/2009).

Ce livre, captivant à plus d'un titre, peut laisser sceptiques certains des observateurs des évolutions récentes de la Kanaky Nouvelle-Calédonie devant les dernières déclarations de Lafleur, si éloignées de ses prises de position lors des « événements ». L'homme qu'il nous est présenté ne correspond pas du tout à l'image qu'on pouvait en avoir à cette époque. Aussi ne puis-je qu'en conseiller la lecture à toute personne qui s'intéresse de près ou de loin à l'histoire politique récente de ce pays et à son devenir.

RÉFÉRENCES CITÉES

BESSET Jean-Paul, 1998. *Le dossier calédonien. Les enjeux de l'après-référendum*, Paris, Éditions La Découverte, Cahiers libres, 174 p.

GABRIEL Claude et Vincent KERMEL, 1988. *Nouvelle-Calédonie, les sentiers de l'espoir*, Montreuil, La Brèche-PEC, 222 p.

Isabelle LEBLIC,
CNRS-LACITO, Villejuif

VIVIER Jean-Loup, 2009. *Calédonie, l'heure des choix*, Paris, L'Harmattan, 188 p.

Deuxième ouvrage de l'auteur sur la Nouvelle-Calédonie, ce livre retrace en douze chapitres les grandes lignes de l'histoire politique récente de ce pays, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à maintenant, et nous expose sa vision de l'évolution profonde des vingt dernières années comme de l'avenir de ce territoire. Après deux pages d'introduction, le premier chapitre (pp. 9-16) retrace « Les origines historiques de la question calédonienne », de façon extrê-

mement rapide, en présentant des éléments connus de tous sans guère d'apports nouveaux. Quelques renvois en notes de bas de page à quelques rares d'auteurs²¹, trop peu à mon sens au regard du sujet et de l'importante bibliographie existante et de trop nombreuses citations – près de deux pages entières sur sept. Le deuxième chapitre, « L'occasion manquée d'une fusion fraternelle (1945-1984) » (pp. 17-34), n'apporte rien de neuf non plus pour tous ceux, nombreux, qui se sont intéressés à l'évolution récente de ce territoire français des antipodes. Il passe un peu trop vite sur certaines questions : rien sur la loi-cadre de Gaston Defferre du 23 juin 1956, ni sur le référendum constitutionnel de 1958 et le choix de l'assemblée territoriale d'opter pour le statut de TOM, une autonomie associant les deux communautés de la Nouvelle-Calédonie, au moment où, grâce à cette loi-cadre, toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique choisissent l'autonomie puis l'indépendance. Il finit par parler de la directive Messmer du 18 juillet 1972 qui recommandait de « faire du blanc²² » pour noyer toute idée d'indépendance. Le chapitre III revient sur ce que l'auteur appelle « La crise calédonienne (1984-1988) » (pp. 35-51), ce que l'on a coutume de nommer les « Événements », avec beaucoup de raccourcis et d'imprécisions, dommage ! Par exemple, il nous parle de Pisani et de la visite éclair du Président Mitterrand le 19 janvier 1985 à Nouméa sans préciser que cela faisait suite à l'annonce à Nouméa du plan Pisani (7 janvier 1985) et à la proposition qu'il avait faite d'indépendance association, laquelle ne fut pas reprise dans le statut Fabius-Pisani du printemps 1985 ! Les chapitres IV et V évoquent les accords de Matignon-Oudinot de juin-août 1988, leur part de « secret », de « corruption » et d'« astuces institutionnelles » (pp. 53-58) et le chemin jusqu'à l'accord de Nouméa de mai 1998 (pp. 59-75). À propos des référendums sur les statuts de la Nouvelle-Calédonie, il parle de 36,66 % d'électeurs inscrits ayant voté oui en 1988 face à 51,92 % en 1998. Mais il ne précise pas que ces résultats ne concernent que les électeurs de Nouvelle-Calédonie et non le résultat national. Il ne parle pas plus des forts taux d'abstention de l'électorat calédonien (respectivement 36,7 % et 25,77 %). Toutes ces imprécisions comme l'absence de renvois aux auteurs de référence font qu'il est difficile pour un lecteur non averti de resituer les propos de l'auteur dans la totalité des faits de l'époque. En effet, comme nombre d'ouvrages récents, aucune bibliographie n'est présentée dans ce livre comme si rien n'avait été écrit sur le sujet ; seules quelques notes de bas de page nous renvoient à quelques ouvrages ou articles de journaux ! Cela semble être une nouvelle mode et c'est bien dommage !

21. Seuls Guiart et Gascher et beaucoup d'absents ! Par exemple, aucune mention n'est faite d'Alain Saussol (qu'il finit par citer sur un très court article et qu'il appelle Jean p. 22 et à nouveau p. 23 !) et son incontournable ouvrage *L'héritage* de 1979 ou de Joël Dauphiné pour les dépossessions foncières p. 15.

22. « La présence française en Calédonie ne peut être menacée sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique. À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'Outre-mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger, en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. » (Extrait de la lettre du Premier ministre, Pierre Messmer, au secrétaire d'État aux DOM-TOM sur les vertus de l'immigration massive pour empêcher les revendications indépendantistes, cité in Leblac, 2003 : 302).